

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 5

Proposition d'amendement au protocole:

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Karel de Gucht, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

Afin d'assurer ~~à l'intérieur de l'Union~~ la promotion et le renforcement de la coopération opérationnelle **entre les autorités compétentes des Etats membres des comités peuvent, sans préjudice de l'article [207 TCE], être institués au sein du Conseil** ~~en matière de sécurité intérieure, un comité permanent peut être institué au sein du Conseil. Sans préjudice de l'article [207 TCE], il assure la coordination de l'action des autorités compétentes des États membres, y compris des autorités de police, de douane et de la protection civile. Les représentants d'Europol, d'Eurojust et, le cas échéant, du Parquet européen peuvent être associés aux travaux du comité. La Commission est pleinement associée aux travaux de ces comités. [...]~~ Le Parlement européen est tenu informé de **leurs** travaux.

Explication éventuelle :

Le renforcement de la coopération opérationnelle peut contribuer à mieux distinguer les fonctions législatives et exécutives. Elle mérite assurément d'être soutenue. Il paraît toutefois difficile de singulariser dans la Constitution un comité dont l'activité se limiterait à la sécurité intérieure. La coopération opérationnelle ne se limite en effet pas à ce domaine mais couvre également le domaine judiciaire.

La Commission doit être pleinement associée aux travaux de ces comités. Dès lors que cette coopération relèverait d'une exécution de décisions de l'Union, elle devrait même les présider.